



CDAS du 18 octobre 2012

L'ouverture du CDAS se fait en présence de M BAZILE, directeur général des services EPAF, et ses deux adjoints, M LASFONT, vacances enfants, et M CASTET DE BIOGES, vacances familles.

M ROCHE, président du CDAS, annonce que MME QUETEL-LEMOINE, assistante sociale, future retraitée, assiste à son dernier CDAS.

Le président a tenté de répondre aux déclarations liminaires de la CGT, Solidaires, FO, considérant que les sujets évoqués relèvent du CNAS. Concernant les prêts étudiants, les 13 demandes de prêt étudiant ont toutes été acceptées. La régionalisation et CHORUS n'entraîneront pas la disparition du délégué départemental qui restera le maître des décisions.

Après approbation du PV du 22/05/2012 à l'unanimité, M DESREUMEAUX expose l'étude statistique très détaillée sur la restauration dans le Nord en 2011.

6275 agents ont eu accès à la restauration sous toutes ses formes, les restaurants financiers (3747 agents pour 269063 repas par an servis par les sociétés ELIOR et API), les restaurants conventionnés (1198 agents pour 41528 repas), les titres restaurants (242088) et les coins repas (87) pour 1330 agents, et 5 agents en déplacement sans accès. Le budget alloué s'élève à 480295,40€, à raison de 78% en subventions, 2% en matériel coins repas, 20% en matériel restaurant.

La fréquentation moyenne sur le potentiel des agents financiers de la DRFIP est d'environ 30%. La CGT fait remarquer cela est le constat non pas de la qualité des repas servis mais à l'aspect financier. La CGT rappelle que depuis quelques années, conséquence des suppressions de postes et des restructurations, le nombre de tickets restaurants était en baisse, qu'il avait été décidé d'augmenter la valeur faciale. Si pour l'administration passer de 4,88 € à 5 € en 12 ans est une avancée sociale, la CGT répond que c'est nettement insuffisant dès lors que tout augmente et que les salaires sont gelés. La CGT demande la révision de l'effet d'indice pour l'octroi de la subvention, sachant que l'indice 466 concerne la catégorie B qui ne représente pas la couche sociale la plus privilégiée de notre population.

M Desreumeaux précise que le renouvellement du matériel ne pose aucun problème et que si certains sites ont du matériel usagé qu'ils peuvent faire la demande de remplacement.

La restauration de Lomme souffre d'un service humain, le cuisinier se retrouvant seul pour servir et encaisser. M Roche rappelle l'historique, à savoir que l'administration avait imposé les reprises dans leur ensemble (convention et personnel) aux sociétés de restauration. Au renouvellement de contrat, ces sociétés ont imposé des ratios repas/personnel. Si un agent s'en va en retraite, le ratio n'étant pas atteint, et c'est le même problème à Cambrai, soit on maintient le nombre de personnel et on répercute sur les prix, soit on maintient les prix mais on ne remplace pas le personnel. C'est un problème qui ne concerne pas la DRFIP, mais l'association qui gère le restaurant administratif et la société de restauration.

M Bazile présente l'EPAF : « notre rôle c'est de savoir faire et de faire savoir ».

L'action sociale couvre 3 secteurs d'activités : le logement, la restauration, le tourisme social
L'EPAF est l'association en charge du tourisme social.

Depuis 2007, l'association est autonome et s'est pourvue d'une convention d'objectifs et de moyens.

Son principal objectif est d'envoyer en vacances un maximum d'agents ayant le quotient familial le plus bas sur 2 périodes prioritaires – hiver et été, et de maintenir les tarifs au plus bas. En moyenne, un enfant paie 20 % du tarif et une famille 50 %.

L'EPAF, c'est 800 séjours par an, 13500 enfants envoyés en vacances par an (30% du ministère) dont environ 300 sont porteurs d'un handicap. Le taux d'annulation est extrêmement faible, inférieur à 6%. 50 % des familles sont dans les 6 premières tranches de QF. 21 % des demandes du Nord sont faites par des retraités.

Un film de présentation des colonies est diffusé, le départ et le retour, montrant la rigueur de l'encadrement et l'enchantement des colons.

La CGT demande si ce film sera présenté aux futurs parents de colons

M Bazile répond qu'il sera présenté au CNAS, aux CDAS, en interne, et qu'il n'est pas prévu de le diffuser au public financier.

La CGT rétorque que ce film n'aura aucun impact sur les prochaines statistiques, puisque les premiers intéressés ne connaîtront pas le contenu de la propagande. Ce qui serait porteur, c'est d'avoir accès à ce support sur internet, ou en dématérialisé.

Compte tenu du volume de ce document, M Roche dit qu'il ne passerait pas par intranet. Il ajoute que pour des raisons de sécurité, il n'est pas possible de le diffuser sur internet. Par contre il propose, avec l'autorisation de l'EPAF, de le présenter aux nouveaux agents lors de la journée d'accueil dans le département.

Pour les « vacances famille », l'EPAF possède 20 sites. Elle a passé des conventions avec des prestataires privés pour les périodes de vacances scolaires, hiver et été. Les réservations se font au fil du dépôt des demandes. Il a été mis en place des critères de sélection à priorité sociale.

Des catalogues de présentation des sites, des prestations offertes, de réservation, sont publiés tous les ans.

M Desreumeaux présente le triptyque destiné aux futurs retraités. Il sera remis aux participants des stages des départ en retraite, ou à défaut, aux futurs retraités recensés par la division des ressources humaines.

Un bilan d'activité concernant les retraités a été présenté pour les années 2010 et 2011. Il ressort que les retraités fréquentent très faiblement les restaurants administratifs. La CGT démontre que les retraités ne bénéficient pas de subvention et paient plein pot le repas, ce qui représente un coût important. Il ressort également qu'aucun partenariat n'a été conclu en vue d'organiser des cations en faveur des retraités.

Ensuite, M Desreumeaux a fait un compte rendu d'activité de l'année 2011. Avec un effectif de 6300 actifs et 4761 retraités, 2248 enfants de 0 à 12 ans, 384 pré-ados de 13 et 14 ans, et 611 ados de 15 à 17 ans, avec des crédits budgétaires et associatifs de 1172100€, 1199440€ de titres restaurants, avec 34 structures de restauration collective, avec l'aide au logement (aide + prêts), 346 enfants inscrits aux vacances enfants, 1 crèche petite enfance, 1 médecine de prévention (4 médecins et 1 secrétaire), un service social (4 assistants, 1 ctr), du personnel administratif, il se félicite de se classer au 4^o rang des départements pour la gestion de l'action sociale.

Pour les BIL à venir, M Desreumeaux souhaite que les propositions de manifestations soient prises en amont pour mieux appréhender la logistique

Concernant le logement d'urgence, s'il est vacant, il est proposé de le prêter au SRIAS.

Il est 17h 15, plus de sujet, la séance est levée.